



# Renault qui souffre, Renault qui profite

**Démantèlement** : la direction a officialisé le 12 mai sa volonté de scinder Renault en plusieurs entités :

⇒ « Une entité Véhicules Électriques et Software en France » qui concernerait « une partie du Technocentre », de l'Ingénierie aux fonctions supports, et « pourrait rassembler plus de 10 000 salariés à horizon 2023 ». Le transfert des salariés dans cette entité (filiale ?) entrainera la révision de tous les accords d'entreprise, et leur nivellement vers le bas.

⇒ Une entité rassemblant 10 000 salariés travaillant sur « ses activités et ses technologies de moteurs et transmissions thermiques et hybrides basées hors de France ». Que deviennent les salariés basés en France qui travaillent sur ces activités ?

⇒ Quant aux 80 000 salariés restant, mystère également...

**Retraite de Russie** : Renault a donc cédé sa filiale russe au gouvernement local de Moscou et ses 67,69% de part dans Avtovaz au gouvernement russe (via un institut de recherche). Ce départ ne vise pas à sanctionner le gouvernement russe qui a envahi l'Ukraine (d'ailleurs pour Renault comme pour Poutine, il n'y a pas de guerre en Ukraine), mais à éviter la faillite : les usines russes ne produisent plus faute de composants et brûlent du cash.

Renault s'est de tout temps entendu avec les dictateurs et les régimes autoritaires, que ce soit l'Espagne de Franco, la Roumanie de Ceausescu, l'Iran, le Maroc, la Turquie... L'argent n'a pas d'odeur.

**La course au cash** : Renault a vendu 34,02% des parts de Renault Korea Motors (ex RSM) au chinois Geely. Alors que Senard qui alertait sur le risque d'un « tsunami chinois » automobile, il lui ouvre les vannes.

**Cachoteries** : De Meo pourrait repartir au Japon en juin pour le prochain comité opérationnel de l'Alliance. Que se discute-t-il en haut lieu ? Les salariés de Renault l'apprendront dans la presse comme d'habitude.

## Assemblée générale des actionnaires de Renault

L'AG annuelle des actionnaires de Renault se tiendra mercredi 25 mai, avec son traditionnel vote des résolutions, parmi lesquelles celles des rémunérations des dirigeants.

Si celle du Président de Renault, JD **Senard**, reste relativement « modérée » (458 992 € quand-même), elle connaît une **hausse de 21%** entre 2020 et 2021. Chacun pourra comparer avec l'évolution de sa propre rémunération...

**Quant à Luca De Meo**, il a perçu 4 746 967 € en 2021 (en hausse de 26%). Mais cela ne choque pas le conseil d'administration de Renault. Au contraire, celui-ci demande aux actionnaires d'approuver (12<sup>ème</sup> résolution) une révision des critères d'attribution des actions gratuites du Directeur Général de Renault pour qu'il n'en perde pas la totalité à cause de la crise liée au Covid. **On dit « merci qui » ?**

En fait, toute une partie des cadres de Renault touche des actions gratuites. Ils se répartissent en 3 groupes : le groupe des 27 membres du Comité de direction Corporate, le groupe des cadres dirigeants et le groupe des « cadres supérieurs et des cadres à fort potentiel ». Soit entre 1000 et 2000 bénéficiaires d'actions gratuites selon les années.

**En 2021, 2015 Cadres de Renault ont touché 1 529 996 actions gratuites**, soit 759 actions en moyenne par personne. Mais les 10 plus hauts salaires ont touché en moyenne 16 000 actions chacun. Pour le reste des salariés, c'est une Augmentation Générale de Salaire de 0% et 6 actions gratuites...

### Une nouvelle Convention collective Métallurgie dès 2024

Signée par la CGC, CFDT et FO, cette nouvelle convention va modifier l'ensemble de classifications des salariés de Renault. Finis les statuts APR, ETAM et Cadres. Place à un nouveau job grading pour tous. Et gare aux dégâts collatéraux...

### Rémunération de De Meo :

Part fixe : 1,3 M€

Part variable : 1,88 M€

Actions gratuites : 1,55 M€

Avantages en nature : 11 811 €

**Total : 4,74 millions d'euros**

**Face aux revendications des salariés de PEI : le mépris et l'absence de dialogue**

# **Les directions de Renault et de PEI choisissent l'épreuve de force**

80 salariés de la société PEI, qui assurent le nettoyage du Technocentre, sont en grève depuis mardi 3 mai suite à l'annonce d'une nouvelle baisse de la prestation de nettoyage décidée par Renault.

**Jeudi 5 mai, la direction de l'établissement a dévalidé les badges de tous les grévistes.** Le prétexte invoqué a été « *l'intrusion* » des grévistes au Design. Or les grévistes de PEI, dont plusieurs travaillent habituellement au Design, ne sont pas entrés par « *intrusion* », mais avec l'autorisation du responsable de la sécurité du Technocentre. Les grévistes ont même laissé leur téléphone portable dans un sac avant d'entrer au Design, comme le responsable de la sécurité leur avait demandé.

C'est donc du fait de la direction de l'établissement que les grévistes sont bloqués à l'extérieur du Technocentre. C'est aussi la direction de Renault, et pas les grévistes, qui bloque les entrées du Technocentre pour empêcher les grévistes d'entrer sur leur lieu de travail.

Les grévistes ont également proposé de faire un service minimum de nettoyage, notamment des sanitaires. A ce jour, celui-ci leur est toujours refusé. Au contraire la direction de PEI, avec l'accord de celle de Renault, fait venir des salariés qui habituellement ne travaillent pas au Technocentre pour occuper les postes de travail des grévistes.

**Les salariés de PEI qui travaillent se tirent une balle dans le pied.** Ils affaiblissent la grève, dont la victoire leur serait aussi bénéfique. Et ils montrent qu'ils peuvent faire le travail à moins nombreux.

**La direction de Renault veut faire des économies sur les salariés les plus mal payés du TCR.**

Les salariés de PEI ont été aux premières loges pendant le Covid. Ils ont travaillé sans masque lors du premier confinement. Plusieurs ont attrapé le Covid, le transmettant à leurs proches dont certains ont été en réanimation et sont toujours malades. Ils font des périodes de chômage partiel et perdent du salaire, et maintenant Renault supprime une partie du nettoyage les vendredis. Voilà comment ils sont remerciés !

Ces économies entraînent la suppression de 30 emplois parmi les salariés de PEI du Technocentre, et autant sur les sites Renault du Plessis, de Boulogne et de Paris.

**Ce que les grévistes de PEI demandent :**

⇒ Que ces suppressions de postes se fassent par un **plan de départs volontaires** (pour les salariés proches de la retraite notamment qui sont usés par le travail) avec des indemnités de départ supra-légales,

⇒ Qu'il n'y ait **aucun licenciement ni mutation imposée**,

⇒ Le **maintien à 100 % des salaires** qui sont déjà bas. En effet, la plupart des salariés gagnent le SMIC horaire, et beaucoup de salariés sont à temps partiel.

⇒ Que les salariés non-grévistes de PEI assurent uniquement la prestation correspondant à leur **poste de travail habituel**, et que les grévistes puissent assurer un **service minimum**.

⇒ Le **déblocage des badges** de tous les grévistes, y compris ceux des délégués de PEI, et **l'accès au Technocentre des élus CSE** et des Délégués Syndicaux de PEI.

**Les directions de Renault et de PEI se renvoient la balle.** La direction de Renault dit que ce n'est pas à elle de gérer la baisse du personnel de PEI. Tandis que celle de PEI dit qu'elle n'a pas d'argent pour maintenir les salaires et financer un plan de départs volontaires. Pourtant, cette diminution d'activité chez PEI est bien la conséquence d'une décision de Renault. Et PEI a été racheté par le groupe T2MC qui se vante d'être dans les 10 plus grosses sociétés de nettoyage de France.

Notre demande de CSSCT extraordinaire est restée sans réponse aussi bien de la part de la direction que des rapporteurs de proximité de la CFE-CGC et de la CFDT.

**SUD demande la tenue d'une réunion entre toutes les parties, direction de Renault, de PEI, représentants des grévistes et des salariés du Technocentre, pour trouver une issue positive à ce conflit.**

**Versez à  
la caisse  
de grève  
des PEI**

